

**Développement durable -
Evènement parallèle au Forum
politique de haut niveau 2018 - Le
Pacte mondial pour
l'environnement au service de la
mise en oeuvre de l'Agenda 2030 -
Intervention de Mme Brune
Poirson, secrétaire d'Etat auprès du
ministre d'Etat, ministre de la
transition écologique et solidaire
(New York, 17 juillet 2018)**

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Directeur général,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Bonjour à toutes et à tous,

Au nom de la France, vous dire d'abord à quel point je suis heureuse de vous voir tous réunis aujourd'hui, seulement deux mois après l'adoption de la résolution "Vers un Pacte mondial pour l'Environnement", parce que nous sommes ici pour discuter de l'importance d'un tel instrument international pour la mise en oeuvre de l'Agenda 2030.

Vous le savez, le monde connaît une crise environnementale majeure, une crise planétaire : les scientifiques constatent et nous alarment jour après jours sur le fait que nous sommes en train de vivre la sixième extinction massive de la biodiversité, des plantes et des animaux. On mesure chaque jour les effets de cette crise, pour certains ils sont absolument spectaculaires. Je pense par exemple à nos abeilles qui disparaissent ou encore nos océans qui sont littéralement inondés de plastique. Mais la plupart des conséquences de cet effondrement de la biodiversité, de cette planète qui n'arrête pas de se réchauffer sont malheureusement invisibles. Et en novembre dernier, ce sont 15.000 scientifiques de 184 pays qui ont souligné l'état alarmant des indicateurs de l'état de la planète et qui ont appelé à agir concrètement contre "une souffrance généralisée et une perte catastrophique de biodiversité". Il y a donc urgence, nous ne pouvons plus attendre.

C'est dans ce contexte qu'un projet de Pacte mondial pour l'Environnement a été proposé par un groupe de 80 juristes renommés, issus de 40 pays, du Nord comme du Sud et de toutes les traditions juridiques. Leurs travaux ont abouti à un consensus autour de la nécessité de

rassembler les principes fondamentaux du droit de l'environnement dans un texte unique, court, transversal et de portée générale. C'est une première.

Cette initiative est en fait le prolongement de plus de 30 ans d'efforts de la communauté internationale pour élaborer des réponses multilatérales à la dégradation de notre environnement. La déclaration de Stockholm de 1972, le rapport Brundtland de 1987, puis la déclaration de Rio de 1992 ont permis d'ériger les grands principes structurants du droit international de l'environnement mais sans y conférer à ces principes-là de portée juridique. L'Agenda 2030 et de nombreuses conventions sectorielles, notamment l'Accord de Paris, sont venus encore enrichir ce corpus. Malgré ces développements, le constat est simple : le droit international de l'environnement reste fragmenté, il reste éclaté, et, je crois que vous en conviendrait tous ici.

Les perspectives de l'environnement mondial nous imposent de franchir une étape supplémentaire. J'ai parlé de l'urgence à laquelle nous devons apporter une réponse concrète et rapide. C'est pourquoi le président de la République française a décidé de soutenir le projet, ambitieux et courageux, de développer un Pacte mondial pour l'environnement. Il nous apparaît absolument nécessaire de consolider la valeur juridique, de codifier et de mettre à jour les grands principes du droit international de l'environnement au travers d'un nouveau traité international, un nouveau traité international. Le Pacte, tel que nous le voyons, n'aura pas pour vocation de se substituer, et je veux insister sur ce point-là, aux conventions environnementales existantes, mais il vise à les compléter et à faciliter leur mise en oeuvre pour que nous puissions être mieux équipés à l'urgence planétaire à laquelle nous devons faire face.

La France a ainsi mobilisé la communauté internationale lors du Sommet de lancement du Pacte en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2017. Il y a eu une vraie mobilisation mondiale autour de ce Pacte. Nous avons également mobilisé la société civile lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement de décembre dernier. Le 10 mai 2018, l'AGNU a adopté à une large majorité la résolution "Vers un pacte mondial pour l'environnement". Cette résolution est le résultat équilibré d'une négociation constructive. Je tiens donc à remercier très chaleureusement toutes les délégations qui ont pris part à cette résolution. Merci, parce que cette résolution marque une étape absolument déterminante dans la mobilisation de la communauté internationale pour la protection de l'environnement. Elle crée un groupe de travail ouvert, chargé de formuler, d'ici juin 2019, des recommandations pour remédier aux lacunes éventuelles du droit international de l'environnement. Si le consensus est réuni, une deuxième résolution sera ensuite adoptée pour lancer les négociations sur un texte de Pacte mondial pour l'environnement.

Cette négociation va se poursuivre et nous souhaitons que la première phase de négociation s'ouvre et se poursuive jusqu'en juin 2019. On veut que cette négociation soit la plus ouverte et la plus inclusive possible. Je suis convaincue que c'est aussi la volonté des co-facilitateurs du processus qui ont été nommés par le président de l'AGNU : les représentants permanents du Liban et du Portugal, que je tiens à nouveau à remercier. C'est dans esprit que nous avons souhaité organiser cet événement aujourd'hui. Il y a encore beaucoup de pistes qui peuvent être confirmées, des idées nouvelles qui peuvent être intégrées. Je remercie d'avance les intervenants et le public de contribuer à faire progresser notre réflexion collective, c'est un "work in progress" sur les synergies à mettre en place avec la mise en oeuvre ensemble de l'Agenda 2030.

Les objectifs de développement durable qui sont revus cette année au Forum politique de haut niveau ont certes une coloration très environnementale mais ils sont surtout à mettre en relation avec les autres ODD. Ces interrelations sont au coeur de l'Agenda 2030 et vont être dûment prises en compte par le projet de Pacte mondial pour l'environnement. Tout cela s'inscrit dans une même dynamique, une dynamique partenariale et collaborative que nous voulons continuer à impulser.

Les principes du droit de l'environnement ne peuvent pas être isolés et leur portée confinée au seul domaine environnemental. Loin de là, et c'est pour cela d'ailleurs que si nous avons voulu organiser un événement sur le Pacte mondial pour l'environnement à l'occasion de ce Forum politique de haut niveau pour les ODD. Un développement durable pour les générations futures se prépare avant tout ici. Donc je tiens à nouveau à remercier vivement par avance les intervenants de ce panel pour leur participation et je vous remercie tous aussi, cela nous fait tous chaud au joueur de vous voir aussi nombreux, parce que c'est ensemble qu'on doit construire la deuxième génération de droit de l'environnement international. La France sait et nous savons tous que nous pouvons compter sur vous, donc un très grand merci encore./.